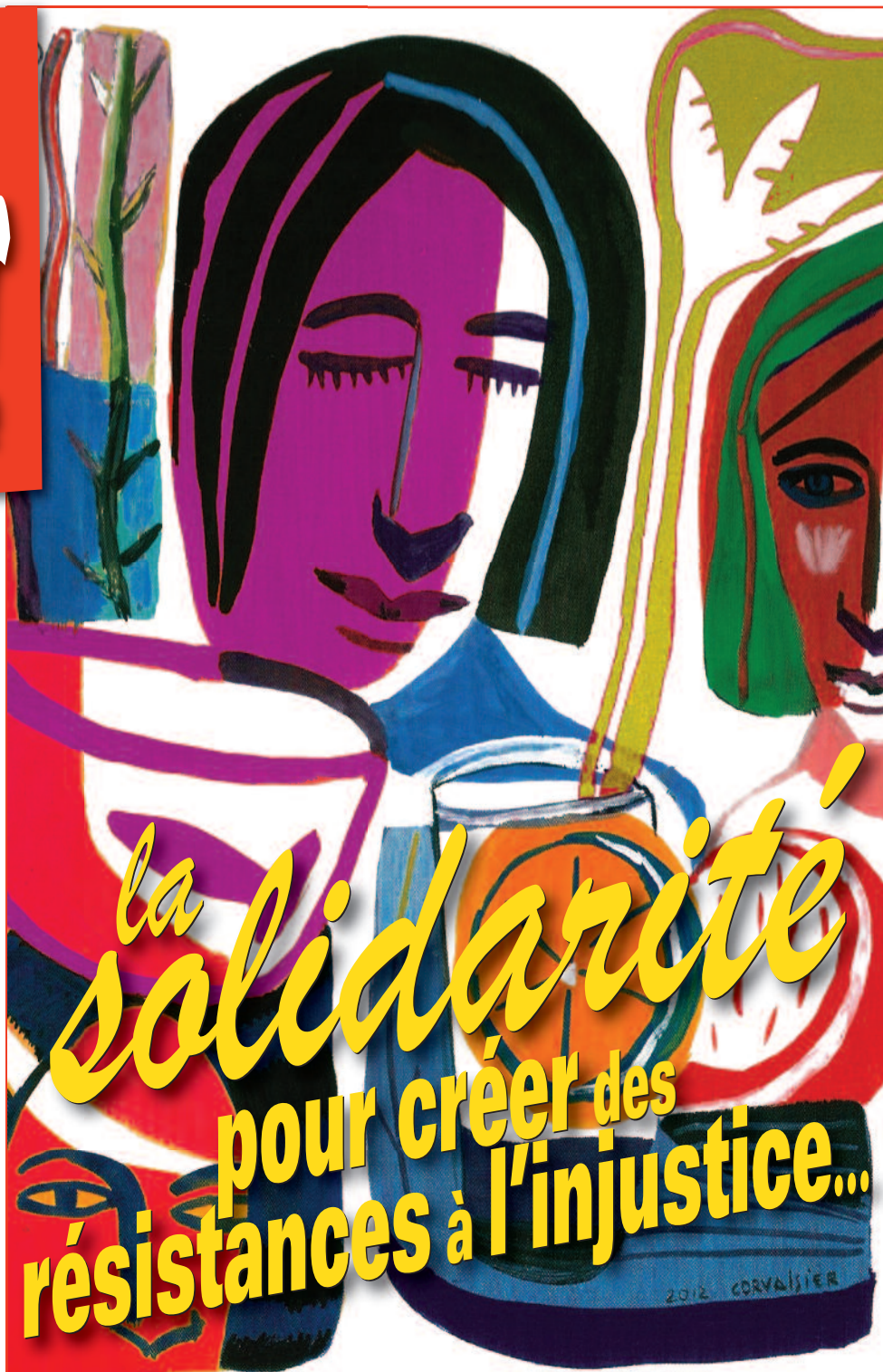


Le Travailleur du Lot-&-Garonne



la solidarité
pour créer des
résistances à l'injustice...

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96^e année - 1,20

Sommaire

en bref p 2 et 3

Rencontres du Travailleur - SPF -
Élections professionnelles -
Logement - Rail - Entreprises et
PCF - Coordination rurale - Eau

à mon avis p 3

actu p 4 à 6

Pôle de santé - Métaltemple - LGV
- Social à Monflanquin

locale p 7

Marmande - Agen - Cuzorn -
Miramont-de-Guyenne

culture p 8

Théâtre - Jardin d'Élie - Musique



Monflanquin
**Solidarité
active**

Habitalys
**La CNL
en tête**



LGV
**Son utilité
en question**

Rencontres du Travailleur
**Jaurès: réforme et révolution,
comment concilier ces aspirations?**

Convergence nationale rail

Convergence nationale rail (CNR) est une association d'usagers, cheminots, élus, qui regroupe plus de 70 collectifs qui œuvrent, chacun dans leur région, pour la défense de lignes de chemin de fer, de gares, du fret. L'association défend le développement des actions convergentes des usagers et des cheminots. Lors d'une rencontre avec le ministère des Transports, le 24 novembre dernier, elle a évoqué pour le Lot-et-Garonne divers dossiers: la LGV et ses problématiques, la fermeture des guichets, la réouverture d'Agen-Auch et d'Agen-Villeneuve, la ligne Agen-Périgueux. Sur la maintenance, CNR a évoqué le compte-rendu des expertises diverses et multiples sur l'accident mortel de Brétigny et la mise en examen de la SNCF et de RFF. Ces rapports accablent la politique de M. Pepy qui répond à l'augmentation des circulations, par des suppressions d'emplois, par un entretien et une maintenance du matériel, des infrastructures de plus en plus espacés. Convergence nationale rail a participé au débat initié par les jeunes communistes sur la LGV et l'utilité d'une gare en centre-ville, et a soulevé quelques points importants. Le coût de la LGV est estimé à 9,4 milliards d'euros. Ainsi, un kilomètre de LGV

Habitualys La CNL obtient deux sièges

Les élections des représentants des locataires dans le conseil d'administration d'Habitualys ont eu lieu le 5 décembre dernier. Deux listes étaient en lice, celle de la Confédération syndicale

des familles (CSF) et celle de la Confédération nationale du logement (CNL). Près de 1050 personnes ont voté, soit une participation de 28,12 %. La CSF obtient 39,52 % des voix et un élu, la CNL obtient quant à elle 49,33 % et deux sièges. Les élus CNL sont: Chantal Grossias (Marmande) et Josiane Brotto (Le Passage-d'Agen). ■

La meute et la France oisive

C'est devant une assemblée d'agriculteurs, venus principalement d'Aquitaine, que le congrès de la Coordination rurale s'est tenu, le 4 décembre, dans le nouveau centre de congrès d'Agen. La guerre idéologique menée par la Coordination rurale, s'est poursuivie au travers du discours de P. Franken qui a sorti la hache de guerre, mettant en garde contre l'émergence d'« un nouveau front » opposant « une France oisive et bruyante contre nous, la France silencieuse et qui travaille ». Une position ultradroitière qui laisse penser que les difficultés seraient dues aux autres: « les

assistés », les « fonctionnaires », « l'Europe », « les écologistes ». Faisant fi des vrais problèmes, la rémunération des productions agricoles, la coordination surfe sur l'écume de la souffrance paysanne pour valider ses orientations poujadistes et réactionnaires. Serge Bousquet-Cassagne a lui aussi plaidé pour le combat: « Si vous voulez faire du syndicat d'opportunisme, retournez à la FDSEA. Mais si vous voulez faire comme la meute d'ici, préparez-vous au combat, aux tribunaux. » ■

permettrait de rouvrir la ligne Agen-Villeneuve (40 millions d'euros), deux kilomètres de LGV celle d'Agen-Auch (70 millions d'euros). L'association a également souligné que le trajet Agen-Paris durait 4h 11 minutes en 1991 contre 4h 35 minutes en 2014, soit vingt-quatre minutes de plus dues aux nombreux ralentissements provoqués par l'état pitoyable des voies. L'effort sur les LGV s'était fait au détriment du réseau existant, seul 8 %, des usagers de la SNCF utilisent les TGV empruntant des LGV. ■

L'ADECR 47 s'organise

L'association des élus communistes et républicains de Lot-et-Garonne s'est réunie le 3 décembre afin, notamment, de procéder à l'élection d'un nouveau bureau suite aux élections de mars dernier. Patrice Dufau (adjoint au maire de Nérac) et Jean-Jacques Mirande (adjoint au maire du Passage d'Agen)

seront coprésidents, Raymond Girardi (vice-président du conseil général) sera vice-président et Viviane Delfour (adjointe au maire du Passage d'Agen) assurera la trésorerie. Il a également été discuté des sujets actuels relatifs aux collectivités territoriales: baisse des dotations, réforme territoriale... mais aussi des échéances à venir comme les élections départementales des 22 et 29 mars. ■

École Le SNUipp-FSU 47 en tête

Lors des élections professionnelles de la commission administrative paritaire départementale de Lot-et-Garonne, les enseignants des écoles ont de nouveau placé le SNUipp-FSU 47 en tête. La participation s'est élevée à plus qu'en 2011. Avec 50 %

des voix (- 5,33 %), le SNUipp-FSU reste à plus de 27 points devant la deuxième organisation syndicale. L'organisation estime que « la baisse de son score se produit dans un contexte national de renforcement des orientations syndicales aux discours conservateurs et simplistes ». Les autres organisations ont obtenu les résultats suivants: SNU-FO, 23 %, SE-UNSA, 21,28 %, SGEN-CFDT, 4,31 % et la CGT-Education, 0,86 %. Au niveau national, le SNUipp-FSU arrive en tête dans 79 départements. ■

Solidarité - SPF Donnez un coup de main au Père Noël

Dans un contexte économique difficile, beaucoup d'enfants et leur famille ne pourront pas fêter Noël dignement. Le SPF agit contre cette injustice en aidant le plus grand nombre, tout au long de l'année et, particulièrement, pendant les fêtes de fin d'année. Les Pères Noël verts sont actifs depuis trente-cinq ans: distribution de jouets neufs, livres-services de la solidarité, spectacles, cinéma fêtes... Comme le dit Josiane Balasko, marraine de la campagne 2014: « Lorsqu'un enfant sur cinq vit en situation de pauvreté dans notre pays, il est urgent d'ouvrir les yeux et de faire quelque chose. Noël est unique et chacun doit pouvoir se réjouir ». Des initiatives sont prévues en Lot-et-Garonne:

- distribution de colis festifs dans les structures du SPF;
- collecte de jouets, d'argent, bourses et braderies aux jouets (Marmande jusqu'au 24 décembre), (Agen 18,19 et 22 décembre);
- cinémas à Monflanquin, Cancon, sortie famille, arbres de Noël (spectacles, goûters, jouets);
- comité d'entreprise Agen (conseil général, TFE, BIGARD, CMCAS EDF, SNCF, MACIF), Noël à Agen et à Miramont le 20 décembre, à Monflanquin, à Castillonès. ■

Conseil général L'eau au programme

Une session plénière dédiée au rapport de la mission d'information et d'évaluation « De l'eau pour adapter le territoire au changement climatique » s'est tenue le 8 décembre au conseil général. La mission d'information et d'évaluation « De l'eau pour adapter le territoire au changement climatique », présidée par Raymond Girardi, a présenté ses conclusions dans un rapport détaillé, reprenant les différents témoignages recueillis au cours des auditions, ciblant

les enjeux environnementaux, sanitaires, sociaux et sociétaux, et abordant plusieurs préconisations à suivre pour s'adapter au changement climatique.

Parmi les préconisations, on retiendra celles qui concernent l'agriculture (faire évoluer les pratiques cultu-

rales afin de maîtriser le stress hydrique, adapter le matériel végétal, diversifier les cultures ou encore accompagner et anticiper les changements...), les collectivités (démarches d'économies sur réseaux de distribution ou les consommations directes). ■

4^{es} rencontres du Travailleur

samedi 13 décembre

salle la ferme d'Estrades - Le passage d'Agen - 10h 15

Réforme et révolution :
comment concilier ces deux aspirations ?
avec Jean-Paul Scot ■

Le PCF et l'entreprise

La semaine dernière, les militants et élus sont allés au contact des salariés et syndicalistes des entreprises en lutte du Fumélois, Tarkett et Métaltemple, pour éviter la liquidation judiciaire dans la première et la cessation d'activité dans la seconde. Des propositions alternatives ont été débattues dans l'une comme dans l'autre. À Tarkett, Michel Ceruti et Nicole Debord, élue communiste de Fumel ont rencontré une délégation du comité d'entreprise conduite par Patrick Lalisse, secrétaire de ce dernier. Une rencontre

avait également lieu au comité d'entreprise de Métaltemple avec Frédéric Rauch, Nicole Debord et Michel Ceruti et reçue par une délégation conduite par José Gonzalez et William Boucharel, secrétaire du syndicat.

La population fuméloise est fortement mobilisée (1000 personnes ont défilé la semaine dernière dont de nombreux communistes).

Dans le cadre des contacts organisés, un travail est engagé pour mobiliser toutes les forces pour une nouvelle industrialisation en Lot-et-Garonne, une forte exigence pour sortir notre département de l'ornière (RSA surendettement, revenus...). ■

à mon
avis

Une fête pour tous

En 2015, le Secours populaire fêtera ses 70 ans. Créé dans le sillage et l'esprit du Conseil national de la Résistance, cette association n'a cessé, depuis, de mener le combat contre la pauvreté, la précarité, les inégalités et les injustices. Dans notre département, l'un des plus pauvres de France, ses bénévoles ont fort à faire. De l'aide alimentaire aux cours de soutien scolaire, des sorties des enfants aux braderies, l'activité bénévole part du cœur mais elle ne se cantonne pas à une charité de bonne conscience. Elle permet aussi qu'une intolérable et révoltante détresse sociale et humaine ne soit pas cachée et serve de révélateur sur la situation de nombreux Lot-et-Garonnais. Quand les exemples de stigmatisations des plus pauvres se multiplient, à droite avec les sorties verbales de Sarkozy, à gauche avec les attaques contre les chômeurs, la solidarité déployée par le Secours populaire sert de remède et fournit aussi aux populations auxquelles elle s'adresse, les outils leur permettant de forger leur propre résistance et de restaurer leur dignité. Nous relatons fréquemment dans nos colonnes les initiatives prises par le Secours populaire. En cette fin d'année, alors qu'il vient de lancer sa campagne des « Pères Noël verts » qui permettent aux enfants, aux jeunes, aux familles, aux personnes âgées ou isolées, de fêter Noël et la nouvelle année dans la dignité, nous invitons nos lecteurs à participer à cet élan de générosité. Comme l'indique son président Julien Lauprêtre : « Cette période de l'année, particulièrement difficile, doit être un moment de fête pour tous ! » ■

Nicolas Lucmarie



Le Travailleur du Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France

directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef:

Nicolas Lucmarie - rédaction: **Michel Ceruti, Lysiane**

Chantre Edmond Coëdelo, Roger Dejean, Jean-Claude

François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique

Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**

18, rue Jules Ferry 47 006 Agen

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01

letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 4^e trimestre 2014 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962



Métaltemple Fumel Deux poids deux mesures ?

Le 1^{er} décembre 2014, le tribunal de commerce de Paris a validé l'offre de G and MS Industry, portant sur la reprise du site d'emboutissage d'Altia, La Souterraine (Creuse) avec 280 salariés repris sur les 322 d'avant le plan social. G. Colla est devenu ainsi le nouveau patron d'Altia, via la holding britannique G and MS Industry, pour la « coquette somme » de 3 euros !

Les représentants des salariés de Métaltemple Fumel, J. Gonzalez et W. Boucharel, étaient présents pour plusieurs raisons :

- par solidarité envers les salariés d'Altia et leurs familles ;
- pour interpeller l'actionnaire Colla et lui rappeler qu'il avait

une entreprise en Aquitaine, en redressement judiciaire, avec 133 salariés très inquiets de leur avenir ;

- lui dire qu'il fallait trouver les mêmes solutions industrielles et financières obtenues avec l'aide des constructeurs automobiles,

du ministère du Redressement productif et de l'État.

Colla s'est engagé à demander une table ronde au représentant du gouvernement M. Conus, préfet de Lot-et-Garonne, en présence des acteurs politiques, de la Région, du Département, du ministre du Commerce extérieur Matthias Fekl, la Banque publique d'investissement, l'intersyndicale de MTA... ; table ronde qu'avait décidée et demandée l'assemblée générale des salariés du 4 novembre dernier...

Le redressement judiciaire du 6 novembre 2013, puis le plan social avec 70 licenciements devaient permettre de résoudre la situation, en baissant la masse salariale de 44 % afin d'assurer la pérennité des 133 emplois et le site... Pour le tribunal de Chambéry, c'est sans ambiguïté, quand on connaît le montant des sommes qu'il faudrait rembourser, même avec un moratoire de dix ans, l'actionnaire Colla ne peut se désengager de MTA, en liquidant l'entreprise et ses emplois. Et comme à ce jour, aucun repreneur potentiel n'est sur la piste, la seule alternative est que Colla reprenne sa propre entreprise par un plan de cession ! Comme il a bien repris Altia pour 3 euros, avec le soutien de l'État, de son ministre

du Redressement public, de donneurs d'ordre français, en amenant des moyens financiers pour le fonds de roulement, la trésorerie, les investissements et des garanties de commandes... pourquoi pas pour Métaltemple ?

Aussi, les salariés de MTA « exigent de l'État, de tous les acteurs politiques, Région et Département, une intervention avec autant d'enthousiasme pour Fumel que pour le dossier d'Altia La Souterraine, afin de créer les mêmes conditions de soutien financier »... « Toutes les aides ne doivent pas être octroyées aux seules entreprises du CAC 40 ! » Les représentants CGT de Fumel rappellent que le « bassin est sinistré, avec plus de 22 % de chômeurs » !

La solution « passe par un projet industriel, une reconquête technico-commerciale, une trésorerie, des investissements pour le développement sur le marché acier, la réalisation du projet MAN, mais aussi redynamiser le grand entretien, la remise à niveau, tous les ans, à hauteur de 500 K d'euros, la sécurisation des emplois. L'humain doit être au centre des intérêts dans ce XXI^e siècle, l'entreprise Métaltemple Aquitaine doit être sauvée, avec ses 133 salariés qui doivent continuer à travailler et vivre dignement. » ■

Monflanquin La solidarité est un devoir

Nous avons demandé à Christine Gonzato-Roques, maire-adjointe à l'action sociale de nous exposer la démarche et les premières décisions de la nouvelle municipalité.

Quelles sont vos priorités en matière d'action sociale ?

« Les petites communes, notamment en milieu rural, n'échappent pas à la dure conjoncture socio-économique que nous vivons. À

la pauvreté traditionnelle du monde rural (certains petits exploitants agricoles, personnes âgées vivant avec le strict minimum...) s'ajoutent les victimes des nouvelles formes d'insécurité

sociale (familles monoparentales, ouvriers licenciés, néoruraux, jeunes gens qui galèrent dans leur parcours de formation ou professionnel...). La politique d'action sociale que nous essayons de construire depuis les élections municipales, a priorisé, dans un premier temps, deux thématiques :

- l'aide au retour ou au maintien dans l'emploi ;
- l'accès aux droits, notamment au droit à la santé.

Après réflexion collective, ces deux thèmes prioritaires ont donné lieu à deux types d'actions

sur le terrain :

- la collaboration avec l'association APREVA* qui nous permettra, sous peu, de proposer une location sociale de voitures à des personnes freinées dans leur recherche ou maintien d'emploi et dans leur parcours de formation par l'absence de véhicule. Il est utile de rappeler qu'en milieu rural, l'éloignement géographique entraîne souvent un isolement social ;
- la recherche active d'un accord contractuel avec des « mutualistes » portant sur une ouverture complémentaire santé à

LGV "Je propose l'abandon du projet"

Raymond Girardi, maire d'Argenton et vice-président du conseil général, vient de déposer une contribution à l'enquête publique LGV sur le tronçon Bordeaux-Toulouse.

L'élu, également cofondateur de l'association Alternativ'LGV estime que: « cette ligne engage de très grosses contraintes financières, sociales, économiques, environnementales... Compte tenu de celles-ci, la réalisation d'un tel projet doit faire la preuve d'une extrême utilité et être indispensable pour la population et le territoire ». Il poursuit: « la LGV Bordeaux-Toulouse ne remplit aucune des conditions favorables pour être réalisée, en revanche, elle

cumule les handicaps qui la rendent inutile. Le premier est que le territoire n'est pas dépourvu de voie ferrée; en effet la ligne actuelle qui n'est utilisée qu'à 50 %, est un équipement important. Sa modernisation et mise en voie rapide correspondraient à couvrir tous les besoins modernes. L'étude comparative, ligne actuelle et LGV, réalisée par un cabinet spécialisé en transport ferroviaire le prouve dans les détails, personne ne le conteste ». Il pointe également quel-



des tarifs négociés et accessibles. L'absence de mutuelle de santé est un des principaux facteurs du renoncement aux soins.

Les personnes aidées sont souvent stigmatisées, quel est votre point de vue sur cette réalité?

Dans un cadre plus large, l'accès aux droits, à tous les droits, nous interpelle. Alors que, fréquemment, les médias et certains acteurs politiques nous alertent sur la fraude à l'aide sociale, peu nous révèlent qu'un tiers des personnes en droit de prétendre au RSA socle, et deux tiers de

ceux qui pourraient bénéficier du RSA activité ne le font pas, et ceci pour des raisons complexes, notamment la disqualification et la stigmatisation croissante que subissent les bénéficiaires de l'aide sociale.

Le rôle d'un CCAS est d'affirmer que la solidarité nationale est un devoir et de tout mettre en œuvre pour que chaque administré soit en capacité de faire valoir ses droits, qu'ils concernent la santé, l'accès à la formation et au travail ou tout simplement à une vie digne. ■

* APREVA: atelier chantier d'insertion

ques autres inconvénients majeurs de la ligne nouvelle: utilisation à 20 % de sa capacité, gain de temps minime (7 à 10 minutes), coût, prix du billet exorbitant en appliquant le coût réel, faible desserte du territoire, consomme trois fois plus d'énergie que la ligne actuelle, détruit des milliers d'hectares de foncier, oblige à une participation financière importante des collectivités locales du fait de son coût

démessuré, impossibilité de trouver l'équilibre financier pour le fonctionnement. Pour conclure, Raymond Girardi déclare: « la priorité est bien de rénover, de réaménager la ligne existante (Bordeaux-Toulouse) et d'annuler le projet de nouvelle ligne. Je propose l'abandon du projet de la ligne nouvelle et demande à l'Etat de prendre, rapidement, cette décision pour que cesse le gaspillage d'argent public ». ■



Pôle de santé du Villeneuvois Livré clés en main au privé!

De très nombreux habitants du Grand Villeneuvois ont participé à la journée porte ouverte, samedi dernier, d'une coquille vide de meubles et appareils médicaux... mais pleine de promesses en mode capitaliste. Le Pôle de santé n'accueillera ses premiers patients que le 15 décembre. A ce qui n'était pas dit aux visiteurs, les militants du comité de défense du service public de santé et de l'Union locale CGT, durant toute la journée, en très grand nombre également, sont venus préciser leurs inquiétudes à la population.

À la condition que la population du Grand Villeneuvois et au-delà, ne bouge, voilà l'exemple d'une République qui se dépèce d'un outil neuf et moderne de santé. S'il était là, Zola lancerait encore son célèbre « j'accuse » pour dénoncer le lobbying qui a réussi son opération, les Cahuzac et consorts qui ont aidé, via le ministère de la Santé et son Agence régionale pour

que se créent les conditions de cette livraison de l'hôpital public au groupe privé VEDICI. Car, sans réaction, le risque est grand pour qu'à plus ou moins long terme, on brade au privé, à l'euro symbolique, un bâtiment payé par nos cotisations, nos impôts. Avec la diffusion de plus de mille tracts, dans deux prises de parole, les (suite page 6)

(suite de la page 5)

militants ont dénoncé avec précisions le devenir du service public de santé, la fermeture de certains services décidée par l'ARS (pneumologie, cancérologie digestive...), le manque de médecins et de chirurgiens notamment ceux de la clinique qui n'acceptent pas d'être en secteur 1. Ceux-Là même qui seraient en négociation avec le GCS qui, comme l'a précisé la présidente du comité de santé, Annie Saisset: « ce fameux GCS, de droit privé, tout puissant dans l'organisation et la gestion du Pôle ». Que deviendrait le Pôle sans les médecins nécessaires à son fonctionnement? Par ailleurs, avec la mise en place de ces fameux plans de retour à l'équilibre imposés par l'ARS et la diminution des personnels par le non-renouvellement de contrats précaires et la diminution des effectifs de l'hôpital...

comment va se réaliser l'accueil, la prise en charge et le suivi des patients? « Avec le regroupement d'activités et des personnels, que devient notre hôpital public? L'ARS est formelle: plus d'hôpital, plus de clinique, un seul établissement organisé et géré par un GCS d'activité ».

Aujourd'hui, la clinique est entièrement intégrée dans ce GCS par ses activités de chirurgie, de contrôle de la pharmacie; activités les plus rentables pour leurs recettes. « L'hôpital public ne survivra que par ses activités déficitaires dans

le système actuel de tarification de l'acte (T2A) de médecine et de médico-social (maison de retraite). » Et, à un moment, sur l'argument de non-rentabilité de l'hôpital, ou du sauvetage de la Sécurité sociale (son « trou » financier organisé), viendra l'heure de la grande braderie. Comme le précise Jean-Michel Drochon de la CGT: « Avec l'ARS, tous nous vendent ce mariage blanc comme une association incontournable pour sauver de la ruine l'hôpital et la clinique! Ce serait ça ou la faillite! »... « Or, fonds de pen-

sion, Arcelor Mittal ou VEDICI: même combat!... Ils ne sont pas là pour produire ni pour développer l'offre de soins. Ils ne sont là que pour chercher des dividendes pour leurs actionnaires et uniquement ça. »... S'adressant plus largement à la population, la CGT annonce: « Si vous ne voulez pas que, dans cinq ans, dix ans, voire beaucoup moins, il n'y ait pas un nouveau site immobilier en jachère à Villeneuve, il faut arrêter ça de suite! Il faut revenir à une utilisation raisonnée et équitable du pôle, c'est-à-dire, d'un côté, l'hôpital public, de l'autre, la clinique... Aujourd'hui, il y a des personnels à l'hôpital de Villeneuve, de Fumel, à la clinique et à la radiologie qui sont inquiets et qui luttent pour un avenir meilleur. » Au-delà du Grand Villenuevois, soutenons-les, c'est possible comme le dit Annie Saisset: « En France, plusieurs villes ont sauvé leur hôpital par réactions de la population avec tous les personnels et les syndicats ». ■



Les départements: 33 milliards d'euros d'aide sociale

Michaël Orand

À quoi servent les départements? À rien, s'il faut en croire le débat récent sur la réforme territoriale: au mieux, ils seraient un numéro un peu folklorique sur les plaques d'immatriculation, auxquels les Français sont tellement attachés qu'il est impossible de les faire disparaître; au pire, ils ne sont qu'une couche inutile du fameux « millefeuille territorial », source de dépense publique inefficace à supprimer absolument au nom de l'austérité.

Évidemment, les choses sont un peu plus compliquées que cela. En particulier, les départements sont un des premiers pourvoyeurs d'aides sociales en France. **Les conseils généraux** de métropole y ont ainsi consacré en 2012 plus de **33 milliards** d'euros, soit environ **60 % de leurs dépenses de fonctionnement**. Ces dépenses concernent principalement quatre types d'aides: les dépenses d'allocations et d'insertion du RMI puis du **RSA**, pour 8 milliards d'euros, les **aides aux personnes âgées**, pour 8 milliards d'euros, les aides aux personnes

handicapées, pour 7 milliards, et l'aide à l'**enfance**, pour 7 milliards également.

En dix ans, les dépenses d'aide sociale des conseils généraux sur ces quatre grands postes ont été multipliées par près de 2,5, passant d'environ 12 milliards en 2002 à 30 milliards en 2012. La principale raison de cette augmentation impressionnante est la délégation conseils généraux du RMI, puis du RSA, à partir de 2004. Mais au-delà de cette rupture, les dépenses sociales continuent d'augmenter plus vite que l'inflation, en particulier depuis la crise

de 2008 et à l'augmentation du nombre de bénéficiaires du RSA socle. Entre 2011 et 2012 l'augmentation des dépenses sociales a ainsi été de 1,5 % en euros constants.

En matière de bénéficiaires, le RSA est l'aide la plus importante, avec un million et demi de bénéficiaires. Par ailleurs, **700 000 personnes âgées** et **200 000 personnes handicapées** ont bénéficié d'une aide à domicile, et **150 000 enfants** ont été accueillis à l'aide sociale à l'enfance. Au total, près de 3,5 millions d'actions ont été menées en 2012 par les conseils généraux au titre de l'aide sociale. Preuves que les départements ne sont pas la couche administrative inutile qu'on nous présente médiatiquement ces derniers temps. ■

La Revue du projet, n° 41, nov. 2014

Agen

Un débat riche sur la LGV

Le 7 décembre 2014, une quarantaine de personnes s'était donné rendez-vous au siège de la fédération du PCF 47 pour débattre autour du thème suivant: « LGV quelle utilité, gare en centre-ville, quelle utilité? ». « Nous avons décidé d'organiser ce premier café citoyen autour du thème du service public ferroviaire avec, en filigrane, la question sensible qu'est la LGV. Le sujet concerne à la fois le département mais également la ville d'Agén. L'équipe municipale en place a axé l'ensemble de son projet sur la réalisation de cette LGV ainsi que sur la future zone économique de Sainte-Colombe-en-Bruilhois. » a précisé Thomas Portes, responsable des jeunes communistes, pour introduire les débats. Au côté des militants habituels, on notera la présence de plusieurs intervenants de qualité (Eric Halgand, CGT cheminot), B. Péré, conseiller régional d'Aquitaine pour EELV ou encore Francis Portes pour l'association convergence nationale rail, des militants issus du milieu associatif, syndical et politique, des élus et des représentants d'association d'usagers. Un échange nourri s'est engagé sur l'utilité de la LGV comme sur la nécessité de maintenir une gare de centre-ville à Agén. Comme le prône les jeunes communistes de Lot-et-Garonne, ainsi que le PCF 47, de nombreuses voix se sont

Cuzorn

L'urgence d'une table ronde

La fédération du PCF de Lot-et-Garonne, par la voix de son secrétaire départemental Michel Ceruti, a interpellé le préfet concernant la situation de l'usine Tarkett à Cuzorn. Le PCF souligne l'urgence d'organiser une table ronde décisionnelle avec l'ensemble des acteurs économiques, sociaux et politiques pour préciser le projet alternatif de maintien de l'usine. Michel Ceruti estime que le « Lot-et-Garonne ne peut laisser un groupe comme Tarkett quitter le département alors qu'il a vampirisé l'usine de Cuzorn pour ses propres objectifs financiers. D'autant plus que ce groupe vient de

élevées en faveur d'une rénovation des lignes existantes. Pour convergence nationale rail, Francis Portes a précisé: « on nous parle toujours d'argent mais aujourd'hui il faut savoir que la rénovation de la ligne Agén Villeneuve coûterait 40 millions d'euros soit 1 km 100 de LGV ». Comme le précise Eric Halgand, il s'agit « avant tout de volonté politique ». De son côté Bernard Péré, tout en étant d'accord avec de nombreux intervenants, est venu préciser que la zone économique de Sainte-Colombe-en-Bruilhois « aurait un impact néfaste sur l'aménagement du territoire agénais ». Selon le conseiller régional EELV, il faut donner priorité au transport de proximité et continuer à faire du transport ferroviaire un facteur d'aménagement du territoire. Loin d'être un détail de cette LGV, la question de la gare d'Agén et de son lieu d'implantation a ardemment nourri les débats... « Une gare en centre-ville est vitale afin de permettre une connexion complète avec le TER et le multimodal » a précisé Francis Portes. ■

racheter, pour 100 millions d'euros, une usine néerlandaise de moquettes ». Il rappelle que cette usine représente « un outil de transformation de bois à haute valeur ajoutée, dans une région comme la nôtre qui a fait de la filière bois, une priorité et où la matière première est diverse et dense ». ■

Marmande

La Gravette en fête

L'amicale des locataires de La Gravette CNL souhaite de très bonnes fêtes aux locataires ! Elle invite les habitants à une journée citoyenne festive samedi 20 décembre à 14h30 au pied des jeux d'enfants. L'objectif est d'embellir, nettoyer, décorer la résidence. Apportez vos décorations, guirlandes diverses pour décorer les arbres ! ■

Michel Ceruti

Miramont-de-Guyenne

Hommage à Odette Darnige

Notre camarade et amie Odette Darnige est décédée à l'âge de 88 ans à l'EHPAD fondation Soussial où elle avait été admise quand elle fut atteinte de paralysie. Odette, entrée très jeune dans la vie active a été, entre autres, ouvrière dans la chaussure au temps de l'industrialisation du bassin miramontais. Elle était la première dans les luttes pour conserver ce patrimoine miramontais. Elle adhéra au PCF en 1953 et fut toujours une militante très active. À 86 ans, elle assistait à toutes nos réunions avec son mari Pierre; elle participait à l'organisation de nos lotos, au pliage de notre petit journal l'Étincelle et tant qu'elle en a eu la force, au tractage. Elle était très connue à Miramont, elle avait un sens aigu de la solidarité et était toujours prête à aider ceux qui en avaient besoin. Elle a aussi beaucoup milité pour l'égalité entre hommes et femmes. Au nom de la section des coteaux de Guyenne, nous présentons nos condoléances les plus sincères et fraternelles à Pierre et à toute sa famille. ■

Marie-Renée Gérard



Théâtre du Jour

Un bon petit diable...

du 12 au 21 décembre
d'après La comtesse de Ségur
Mise en scène Françoise Danell
Pendant les vacances, le château des nouettes est en fête, fous rires, courses, allées et venues, il y a de la joie dans l'air ! Aujourd'hui nous allons !.. Chut ! C'est une surprise pour grand-mère ! Où sont le bon petit diable, Sophie, Cadichon, Camille et Madeleine, Jacques, Paul, Madame Fichini, le général Dourakime ? Ils vont arriver, ils sortent en grand secret des livres de la bibliothèque pour faire du théâtre. C'est une surprise ! Mais qui est cette grand-mère ? Vous ne devinez pas ? Allez ! La comtesse de Ségur ! Celle qui a écrit plus de vingt-cinq romans pour ses enfants et petits enfants ? Oui ! Ils sont tous là pour jouer pendant une heure (un peu plus peut-être) les scènes qu'ils ont préférée. La voilà ! Apportez le grand fauteuil et les coussins ? Place au théâtre... ■

Paris Broadway

du 27 décembre au 17 janvier
revue sur la comédie musicale
mise en scène Pieryk Vanneville

Fruit d'un métissage culturel européen et américain, la comédie musicale trouve sa forme dans le sens moderne du terme avec Show Boat de Jérôme Kern en 1927. Comédie musicale : chant, danse, passion, lumière, rêve, rigueur, plaisir, performance, émotion... Tant de mots qui ont fait vibrer Broadway, et qui aujourd'hui encore résonnent sur toutes les scènes des quatre coins du monde, de Paris au West End, de l'Australie à l'Argentine. Dix-huit acteurs, chanteurs et danseurs redonnent couleurs et mouvements aux notes et aux déhanchés endiablés. Sur scène les tableaux s'enchaînent, passant des années cinquante aux années 2000, les costumes se multiplient, et tout le monde est embarqué dans cette revue. Deux heures de spectacle pour revivre les grands moments de cet art du XX^e siècle... ■

Récital lyrique
Airs et mélodies
Mozart, Bellini,
Donizetti, Liszt, Puccini...
Hannah GUO ZHI MIN, soprano
Fabien PROU, piano



Musasculpta
Atelier d'Art
06 61 46 76 49

Samedi 13 décembre 2014
17h30
Eglise St. André
47150 MONFLANQUIN
Entrée libre

Organisé par :
Mairie de MONFLANQUIN
Association MUSASCULPTA (Monflanquin)



La grande saison des plantations de sujet racine nues est ouverte. Les rosiers sont évidemment au premier rang. Mais attention, l'une des clés du succès, trop souvent négligée, est le pralinage. Or, il est facile d'acheter du pralin en poudre. On le mouille d'eau en respectant le dosage préconisé sur l'emballage pour obtenir une pâte onctueuse. Il doit être assez liquide pour y plonger toutes les racines jusqu'au collet après avoir supprimé les extrémités au sécateur et juste avant de mettre en place. Attention, le trou de plantation est assez large pour ne pas avoir à contrarier les racines en les pliant ou les tordant pour les faire entrer dans le trou. Finissez toujours en arrosant en goulot au pied, même si le temps est maussade. Il ne faut pas faire trop de pralin pour ne pas avoir à en jeter. Il se conserve seulement en poudre.

Laurier-rose

Protégez sans étouffer, bien que méridional cet arbuste donne de belles floraisons au nord de la Loire, mais là où il ne craint pas des gels mordants. Si c'est le cas vous devez impérativement le protéger, soit en le rentrant sous serre froide si vous cultivez en bac, soit en le couvrant. Mais attention, ne l'emballez pas trop car il étoufferait très vite. Placez une épaisse couche de fougères sèches au pied (même sur un bac qui reste dehors). Ensuite rassemblez la ramure vers le centre et maintenez-la en bouquet avec une ficelle. Finissez en plaçant un épais plastique à bulles sur toute la hauteur de la ramure mais surtout sans chercher à coiffer la tête. Elle doit rester à l'air libre. En plein hiver, au cours d'une belle journée, dégagez la protection quelques heures pour faire respirer l'arbuste et remettez tout en place avant la nuit. En cas de très grand froid, placez du papier journal entre les branches et le plastique. C'est un excellent isolant thermique. Ces précautions sont indispensables les deux ou trois premières années qui suivent la plantation (même et surtout en bac s'il reste dehors). Ensuite, le sujet s'endurcit et se révèle plus rustique. Si malgré tout extrémités gèlent, il suffira de tailler pour repartir. ■

Élie Vergnolle